Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge
69317 LYON cedex 04
contact@sortirdunucleaire.fr
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de 931 associations
et de plus de 60 000 personnes signataires de sa Charte
Agréée pour la protection de l'environnement

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015
DU RÉSEAU "SORTIR DU NUCLÉAIRE"

Introduction

L'année 2015 aura encore été bien chargée au Réseau "Sortir du nucléaire". Plusieurs campagnes menées tout au long de l'année, une visibilité qui s'est encore accrue sur le web, dans les médias, des supports variés qui se sont multipliés et ont été largement diffusés... jusqu'aux victoires juridiques obtenues contre le lobby nucléaire.

Redécouvrez dans ce rapport d'activité synthétique quelques temps forts qui ont ponctué 2015.

Sommaire

1 – Rétrospective : le Réseau en action en 2015 ..... **3**

Stop rafistolage : Fessenheim, ça suffit !
Le nucléaire ne sauvera pas le climat !
De la mine aux déchets : empêcher l'enfouissement, traquer les transports...
Aux côtés des travailleurs du nucléaire
Informer, mobiliser, soutenir... d'autres points forts à noter

2 – Coordination des groupes et actions **5**

Un engagement quotidien pour aider les groupes dans leurs actions
Une disponibilité sans faille pour recueillir les demandes et besoins
Une boutique militante au service des groupes et de leurs actions

3 – Communication, web, publications, relations médias **6**

Des médias de plus en plus réceptifs
Des arguments de fond à la portée du plus grand nombre
Une visibilité sur le web en forte augmentation

4 – Actions juridiques **8**

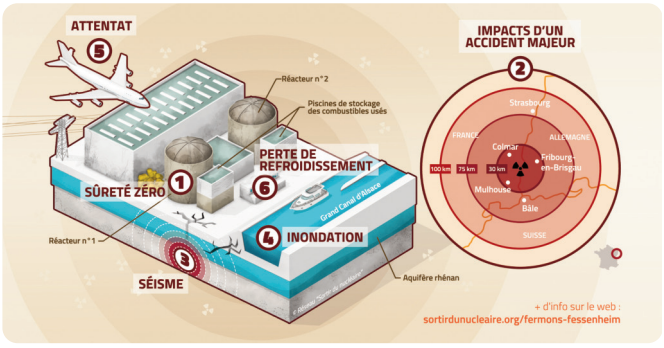
La surveillance citoyenne des installations nucléaires
Retour sur quelques actions juridiques marquantes de 2015

1 - Rétrospective : le Réseau en action en 2015

Il est totalement impossible d'être exhaustifs en à peine deux pages, mais nous avons néanmoins voulu partager avec vous un panorama de nos actions cette année. Elle aura été très dense !

Stop rafistolage : Fessenheim, ça suffit !

Tout au long de l'année, nous avons travaillé avec les associations localement engagées pour la fermeture de Fessenheim. Nous avons largement informé et sensibilisé le public sur les dangers particuliers que présente la doyenne des centrales françaises. Ainsi, nous avons conçu et diffusé largement une infographie "Fessenheim, ça suffit ! - 6 raisons pour la fermeture sans délai".



Nous avons révélé ensemble la survenue d'une grave situation pré-accidentelle en décembre 2014 dans la centrale, sur la base de documents internes d'EDF que nous nous sommes procurés. Nous avons également porté plainte contre EDF et le directeur de la centrale suite à une série de fuites massives d'eau en salle des machines, affaire qui n'a pas encore été jugée.

Plus de 4 000 personnes ont renvoyé à l'Élysée une carte postale pour interpeller François Hollande et lui demander de tenir son engagement de fermer Fessenheim sans délai, tandis que notre pétition pour la fermeture de la centrale récoltait plus de 27 000 signatures. Des centaines de personnes ont participé à nos actions flash par téléphone et sur twitter "Allô le PS ? Fermez Fessenheim" lancées à l'occasion du Congrès du PS à Poitiers début juin, puis de son université d'été à La Rochelle fin août. Le 4 juillet, des actions ronds-points pour exiger la fermeture des réacteurs de plus de 30 ans à commencer par Fessenheim ont eu lieu en Alsace, Rhône-Alpes et Bourgogne.

Alors qu'EDF diffusait sur son site web une infographie prétendant de façon mensongère produire "100 % d'électricité sans CO2 en Alsace", nous avons saisi le Jury de Déontologie Publicitaire (JDP), qui a estimé que cette publicité d'EDF était susceptible d'induire le public en erreur. Cet avis a conduit EDF à retirer purement et simplement son infographie... tandis que nous diffusions une infographie parodique.

Le nucléaire ne sauvera pas le climat !

En septembre nous avons lancé notre campagne "Le nucléaire ne sauvera pas le climat" pour contrecarrer le greenwashing de l'industrie nucléaire qui bénéficie de financements publics supplémentaires au prétexte de sauver le climat.

Nous avons ainsi élaboré et diffusé différents supports d'information : un dépliant d'info pour le public et un rapport de synthèse pour les décideurs et médias, réalisés en partenariat avec plusieurs associations dont le Réseau Action Climat ; un tract dédié ; une infographie synthétique sans oublier des dossiers thématiques dans les deux revues de fin d'année. Nous avons également organisé deux journées de formation à destination des militant-e-s, permettant également de préparer les mobilisations prévues pendant la COP 21. Ces dernières ont dû être adaptées au contexte d'état d'urgence mais la persévérance du Réseau a permis une bonne visibilité du message antinucléaire dans les quatre manifestations majeures organisées.

Nos arguments ont été largement diffusés, par exemple relayés en contradiction de ceux de la SFEN, dans la chronique "environnement" de la matinale de France Inter, reprenant même des extraits de notre infographie dans la vidéo en ligne de l'émission.

La pétition "Stop aux mensonges d'EDF ! Le nucléaire n'est pas sans CO2" a recueilli plus de 30 000 signatures et a fait l'objet d'une remise péchue du prix de Super menteur à EDF, événement dont la vidéo a battu les records de diffusion du Réseau sur Facebook. En parallèle une nouvelle plainte auprès du JDP a été déposée contre la publicité nationale d'EDF, qui, bien que modifiée suite à notre plainte, a résulté en un avis du JDP en faveur du Réseau malgré la présence de quatre avocats lors de l'audience...

De la mine aux déchets : empêcher l'enfouissement, traquer les transports...

Nous continuons bien sûr à apporter un soutien concret aux collectifs locaux mobilisés pour faire échouer le projet CIGÉO de poubelle nucléaire à Bure. Cette année, cela s'est traduit notamment par le soutien à deux fortes mobilisations, les "100 000 pas à Bure" en juin et le camp VMC qui a eu lieu en août ; le dépôt, début octobre, d'un recours pour exiger l'invalidation des conclusions illégitimes du "débat public" sur CIGÉO ; le relai des actions menées localement ; le soutien dans la durée au chantier de la Maison de la Résistance à Bure ; la procédure en justice contre l'ANDRA pour ses mensonges et sa dissimulation du potentiel géothermique de Bure, qui est désormais en appel ; etc.

Tout au long de l'année nous avons poursuivi un travail sur différentes installations de la chaîne du combustible, comme l'usine Areva Malvési, et sur les transports radioactifs, en particulier sur les transports d'uranium entre l'Allemagne et la France, au côté des groupes et collectifs allemands. Mi-septembre, nous nous sommes mobilisé-e-s pour suivre heure par heure deux transports de matières nucléaires. Cette action a eu d'excellentes répercussions médiatiques.

Aux côtés des travailleurs du nucléaire

La journée "Narbonne, cité nucléaire", co-organisée en février par trois collectifs locaux et le Réseau, a été l'occasion de lancer des passerelles entre antinucléaires et travailleurs du secteur. À cette occasion, nous avons entre autres mené des interviews avec trois travailleurs du nucléaire, qui dénoncent les conditions de travail dans cette industrie et en ont personnellement souffert. Ces vidéos, librement consultables en ligne, donnent à voir le sort des "invisibles" du nucléaire.

En octobre, Médiapart a publié une tribune co-signée par deux administrateurs du Réseau et par Philippe Billard, ex-sous-traitant nucléaire et président de l'association Santé-Sous-traitance, en solidarité avec les travailleurs d'Areva : "Nous dénonçons la politique sociale d'Areva !".

Informer, mobiliser, soutenir... d'autres points forts à noter

Nous avons bien-sûr comme chaque année mobilisé et relayé de nombreuses actions en solidarité aux victimes de la catastrophe de Fukushima un peu partout en France. En partenariat avec les groupes actifs contre le nucléaire militaire, nous avons à nouveau impulsé une mobilisation du 6 au 9 août, à l'occasion des 70 ans de la dévastation atomique de Hiroshima et Nagasaki. Des actions variées ont eu lieu dans plusieurs régions, une série de tracts à été éditée, le tout focalisé sur la dénonciation du coût et du financement des armes atomiques.

2 - Coordination des groupes et actions

Un des rôles majeurs du Réseau est de soutenir les groupes dans la lutte antinucléaire. Nous apportons ainsi chaque jour un soutien aux membres de notre fédération dans leurs actions et leurs démarches.

Un engagement quotidien pour aider les groupes dans leurs actions

Mélisande, notre chargée des groupes et actions est sollicitée quotidiennement pour aider les groupes. Ces sollicitations sont très diverses et cela recouvre un spectre très large. Il s'agit notamment de les épauler dans la mise en place de mobilisations sur différentes étapes : la réalisation de matériel, la mise en lien entre différents acteurs (autres groupes antinucléaires, experts, journalistes...), le relai de leurs actions auprès de nos sympathisants, la mise en place d'un budget prévisionnel, la recherche de financements, la recherche d'intervenants, l'établissement de contrats d'assurance, l'appui à la communication auprès des médias, le dépôt de recours juridiques...

Pour se faire, elle se déplace à la rencontre des groupes pour participer à leurs réunions de travail, que ce soit pour répondre à certaines demandes, interrogations, voir comment articuler les choses entre l'échelon national et le groupe local, notamment pour tout ce qui touche à la communication (aux militants et aux médias).

En cas de besoin, elle est également amenée à solliciter les groupes pour organiser avec eux des réunions physiques ou téléphoniques pour les aider dans l'organisation de leurs actions.

Afin d'amplifier et de soutenir les groupes, nous relayons leurs initiatives locales par le biais de notre agenda et des listes départementales, voire sur des listes nationales, comme la liste sdn_mobilisations quand les actions ont une portée nationale.

C'est aussi notre chargée des groupes et actions qui collecte les demandes de subvention des groupes et qui les transmet au comité de gestion. Cela représente entre 20 et 30 demandes par exercices comptables.

La mobilisation des groupes passe aussi par la mise en place d'appel à actions autour des campagnes et mobilisations d'ampleur votées en assemblée générale. Les groupes sont ainsi invités à organiser des actions sur les thématiques mises en avant. La chargée des groupes et actions tient alors un rôle de coordinatrice, pour donner appui, visibilité et cohérence aux mobilisations.

Une disponibilité sans faille pour recueillir les demandes et besoins

Les interlocuteurs des groupes pour les sollicitations pratiques sont généralement Benoît depuis la boîte mail "contact", et Nadia pour le secrétariat, qui gère l'accueil téléphonique et oriente les groupes selon leurs demandes. C'est aussi elle qui enregistre les adhésions, effectue les modifications et les mises à jour de nos fichiers.

Une boutique militante au service des groupes et de leurs actions

René, notre responsable boutique, est aussi très en lien avec les groupes pour tout ce qui concerne le matériel militant. Actuellement, on compte vingt-trois dépôts-ventes actifs.

Sur notre boutique en ligne, on dénombre actuellement 184 articles, tous liés à la lutte antinucléaire, dont 72 dédiés spécifiquement à l'action sur le terrain. Sur ces 72 articles militants, 18 sont gratuits comme la carte de France du nucléaire, les tracts, dépliants, brochures....

Tous les articles payants sont vendus aux groupes adhérents avec des remises allant de -20 à -50%.

Certains articles sont réalisés conjointement avec les groupes qui en font la demande, c'était le cas du matériel conçu cette année pour les 70 ans de Hiroshima et Nagasaki.

Nous avons réalisé un autocollant papier sur les établissements qui financent les armes nucléaires et 4 nouveaux tracts (nucléaire militaire, le coût financier astronomique des bombes, Valduc et Mégajoule). De plus, nous avons rajouté à la boutique en ligne le livre "Exigez! Un désarmement nucléaire total" à la demande des organisateurs des mobilisations contre le nucléaire militaire.

Pour chaque campagne et mobilisation nationale nous sommes également en lien étroit avec les groupes et militants actifs pour évaluer leurs besoins en terme de matériel militant et d'information et répondre à leurs attentes.

3 - Communication, web, publications et relations médias

Des médias de plus en plus réceptifs

L'année 2015 a été marquée par de bons échos médiatiques (plus de 550 reprises médias relevées sur internet, sans compter les mentions à la télévision ou la radio non traçables) et des sollicitations médias en nette hausse (plus de 215 demandes émanant de médias nationaux, régionaux et étrangers). Le Réseau a entre autres été invité à plusieurs émissions radio ou télé à diffusion nationale ("Affaires sensibles", "On n'est plus des pigeons"...). Par ailleurs, le Réseau a signé plusieurs tribunes dans de nombreux médias en ligne (Reporterre, Médiapart, l'Usine Nouvelle, Le Drenche...)

Ces bons résultats sont dûs à une actualité très intense, mais aussi à une démarche au long cours pour améliorer les relations presse du Réseau (la mutation à Paris de Charlotte Mijeon, chargée de communication médias, a notamment permis des contacts beaucoup plus étroits avec les médias nationaux). Surtout, elle peut être vue comme une reconnaissance par les médias de l'important travail accompli par le Réseau depuis plusieurs années sur des sujets de fond (Bure, Fessenheim, transports radioactifs, affaires juridiques...). En particulier, la campagne "Le nucléaire ne sauvera pas le climat" nous a permis de gagner en visibilité aux yeux de nombreux médias.

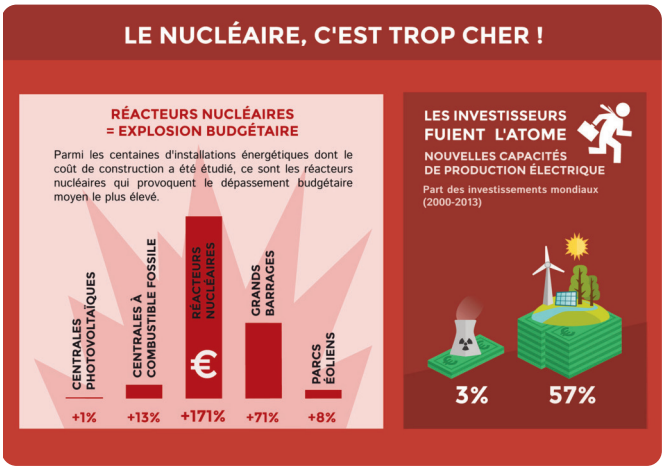
Concernant les enjeux locaux (affaires en justice, problèmes sur des centrales...), une attention est toujours portée à favoriser la subsidiarité avec les groupes membres du Réseau "Sortir du nucléaire".

Des arguments de fond à la portée du plus grand nombre

De nombreuses analyses ont été réalisées et publiées tout au long de l'année, sur des sujets liés à l'actualité et/ou aux campagnes menées par le Réseau. De plus, les campagnes "Fessenheim, ça suffit !" et "Le nucléaire ne sauvera pas le climat" ont donné lieu à la conception et la diffusion de différents supports d'information vis-à-vis du grand public et des militants sur ces deux thématiques.

Un dépliant argumentaire pour la fermeture de Fessenheim avec infographie et carte d'interpellation adressée à François Hollande a été envoyé à 52 000 sympathisant-e-s, et l'infographie a été déclinée sur le web à l'appui de la pétition. Plus de 4000 personnes ont adressé la carte pétition à l'Élysée.

Une infographie graphiquement très travaillée et synthétisant de nombreuses informations a été conçue pour rendre accessible au plus grand nombre l'argumentaire dense de notre campagne "Le nucléaire ne sauvera pas le climat". Elle a bien circulé, et a suscité l'exposé de nos arguments en détail dans la matinale de France Inter. Suite à la demande de nombreux groupes du Réseau, elle a été déclinée pour pouvoir être imprimée sur des panneaux pour les stands antinucléaires. Cette réalisation a marqué un nouveau progrès dans notre capacité à utiliser les potentialités de ce type de support.



La revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" est l'un des principaux supports d'information et de sensibilisation à destination du grand public édité par le Réseau ; son élaboration se déroule en étroite articulation avec les autres aspects de l'activité du Réseau (campagnes, actions, enjeux politiques importants, etc). La revue est un moyen important d'information et de mobilisation pour les principales actions nationales, qu'elle valorise en couverture ou en pages intérieures. La revue est

actuellement adressée directement à environ 15 000 personnes chaque trimestre ; elle touche un nombre sensiblement plus élevé de lecteurs et lectrices, puisque les militant-e-s et les sympathisant-e-s la font circuler, entre autres par le biais des stands et tables de presse. Les numéros 66 et 67 ont été conçus de sorte à constituer des relais majeurs de la campagne "Le nucléaire ne sauvera pas le climat", avec deux dossiers successifs riches en informations, et deux visuels de couverture éloquents. Le numéro 68 a adopté la même logique en prévision des tragiques anniversaires de Fukushima (+5 ans) et Tchernobyl (+30 ans).

Cette année, nous avons également continué à utiliser le support vidéo. Cela s'est traduit en particulier par 2 séries d'interviews filmées, la première réalisée lors de la journée "Narbonne, cité nucléaire" en février 2015, avec notamment des témoignages de travailleurs du nucléaire, et la seconde, donnant la parole à des activistes antinucléaires français et étrangers, réalisée pendant la COP21. Nous avons également détourné des pubs d'EDF, publié des vidéos de nos actions, réalisé une vidéo pour ridiculiser le pseudo-expert médiatique Jean-Marc Jancovici, etc.

Une visibilité sur le web en forte augmentation

Le portail web du Réseau www.sortirdunucleaire.org a été complétement rénové sous la coordination de Sabine : une nouvelle maquette plus claire, plus agréable, d'une navigation plus simple et en phase avec les pratiques du web d'aujourd'hui. Il connaît toujours une fréquentation importante : en moyenne 3000 visites par jour (soit 56 000 visiteurs différents par mois) et plusieurs pics de fréquentation lors des lancements des pétitions et infographies des campagnes "Fermons Fessenheim" et "Le nucléaire ne sauvera pas le climat" (plus de 30 000 vues).

Chiffres clés pour l'activité web :

- une lettre d'info envoyée chaque mois à plus de 130 000 personnes
- 4350 articles mis en ligne en 2015 (800 publications originales, 54 communiqués de presse, 405 événements sur l'agenda, 3150 articles de presse...)
- Plus de 40 000 signataires pour la pétition "Nucléaire ou transition énergétique, il faut choisir !" et près de 30 000 pour les pétitions "Fermer Fessenheim C'est maintenant !" et "Stop aux mensonges d'EDF"
- Plus de 10 000 vues pour l'infographie "Le nucléaire de sauvera pas le climat"

Notre page Facebook est en croissance constante avec une augmentation de 28 % des abonnés au cours de l'année 2015 (de 35 à 45 000 personnes). Animée par Benoît, ce sont environ 50 à 60 articles sont postés chaque mois en moyenne sur cette page pour relayer les communiqués de presse et autres contenus publiés sur notre site mais également les faits marquants de l'actualité. L'effectif de nos abonnés augmente chaque semaine d'environ 300 personnes à la fin 2015.

Certains "articles" ont eu une portée (affichages sur le fil d'actu des utilisateurs) montant jusqu'à 400 000 personnes sur le réseau social grâce au partage actif de nos sympathisants. Nous touchons actuellement en moyenne près de 200 000 personnes chaque semaine par nos publications sur Facebook.

Notre page Twitter a atteint les 7 500 abonnés, elle est très utile pour lancer l'alerte auprès des médias, institutions et politiques. Ce média est à privilégier dans le cadre de partenariats avec d'autres associations et ONG mais également dans notre communication avec la presse.

Près de 1 000 courriers en moyenne par an sont traités depuis la boîte mail "contact" qui reçoit très régulièrement tous types de demandes (des questions d'ordre général et techniques aux demandes administratives auprès du Réseau).

4 - Surveillance citoyenne des installations nucléaires et actions juridiques

La surveillance citoyenne des installations nucléaires

C'est grâce à une surveillance citoyenne efficace que de nombreuses actions juridiques sur les installations nucléaires voient le jour. Dans le cadre de la campagne "Investir les commissions locales d'information (CLI)" votée par l'Assemblée générale 2013, une liste destinée aux personnes membres de CLI ou aux personnes qui suivent de près ce qu'il se passe au sein d'une ou de plusieurs installations nucléaires a été créée afin de permettre une circulation des informations entre les acteurs. Cette liste compte aujourd'hui plus d'une quarantaine d'inscrits et permet une véritable circulation des informations entre les acteurs de la surveillance citoyenne. Une lettre hebdomadaire envoyée aux membres de la liste récapitule les informations importantes sur les INB françaises de la semaine. Encore cette année, un certain nombre de membres de la SCIN s'est rendu à la conférence nationale des CLI organisée à Paris. Cette surveillance citoyenne nous permet également d'alimenter notre suivi des incidents et accidents nucléaires dans le monde par le biais de la carte "Des accidents nucléaires partout", avec mise en avant en une du site d'un accident survenu dans la semaine.

Si vous souhaitez participer à la surveillance citoyenne des installations nucléaires, rendez-vous sur : http://www.sortirdunucleaire.org/scin

Retour sur quelques actions juridiques marquantes de 2015

L'année 2015 a commencé sur les chapeaux de roue avec le 5 janvier 2015, l'audience concernant le potentiel géothermique du futur site d'implantation de CIGEO, action menée grâce à l'analyse pointue du docteur en géologie Antoine Godinot. De nombreux journalistes s'étaient rendus sur place et l'affaire avait fait l'objet de bons retours médiatiques. Malheureusement, le Tribunal de grande instance de Nanterre a refusé de prendre acte de la faute commise par l'Andra. Les associations Réseau "Sortir du nucléaire", Bure Stop 55, le CEDRA, l'ASODEDRA, Les Habitants Vigilants de Gondrecourt et MIRABEL LNE ont donc décidé de faire appel. Dans tous les cas, cette action a permis de rendre publique et médiatiser l'affaire du potentiel géothermique de Bure.

Le 21 janvier 2015, le Tribunal de police de Charleville-Mézières condamnait une seconde fois EDF pour un déversement d'acide sulfurique dans la Meuse suite à une action menée par le Réseau "Sortir du nucléaire" et Nature et Avenir. Cette victoire a eu un fort écho dans la presse régionale et en Belgique.

Le 21 avril 2015, les associations Réseau "Sortir du nucléaire", Stop Fessenheim, Stop Transports-Halte au Nucléaire, le CSFR et Alsace Nature ont déposé une plainte contre EDF et le directeur de la centrale de Fessenheim, Thierry Rosso, suite aux fuites d'eau conséquentes survenues en février et en mars 2015 à la centrale. Cette plainte a été abondamment médiatisée... avec des reprises jusque dans le New York Times !

Au cours de l'année, la communication de l'exploitant nucléaire a également fait les frais de notre action juridique suite à deux plaintes déposées auprès du Jury de Déontologie Publicitaire à propos d'une publicité vantant les mérites d'une électricité produite à "100% sans CO2 en Alsace" et d'une seconde publicité dans le cadre de la COP 21 dans laquelle EDF se revendiquait comme étant le "Partenaire officiel d'un monde bas carbone". Dans les deux cas, le JDP a retoqué la communication d'EDF, dénonçant l'ambiguïté des formulations utilisées susceptibles d'induire en erreur le public sur la réalité écologique des actions d'EDF. Fortes de ces deux avis, les associations plaignantes ont assigné EDF en responsabilité pour faute devant le Tribunal de grande instance de Paris. Ces deux affaires ont été particulièrement bien suivies par la presse.

Cette année, la centrale nucléaire de St Laurent a également su faire parler d'elle ! Après un reportage télévisuel édifiant faisant état de déversements de quantité de plutonium directement dans la Loire dans les années 80, une inspection sur le site sur les aspects environnementaux a mis en exergue près d'une dizaine de violations au droit de l'environnement. Les associations Réseau "Sortir du nucléaire" et Sortir du nucléaire 41 ont saisi la justice.

Début 2016, EDF a été condamnée par la Cour d'appel de Grenoble pour avoir bafoué une mise en demeure l'enjoignant d'améliorer la gestion des situations d'urgence sur le chantier de démantèlement de Superphénix suite à une action menée par le Réseau "Sortir du nucléaire", une victoire dont la presse locale s'est fait l'écho.

L'installation FBFC de Romans-sur-Isère n'a pas non plus été épargnée. Les associations Réseau "Sortir du nucléaire", Stop Nucléaire 26-07 et FRAPNA Drôme ont saisi la justice pour les infractions commises sur le site depuis 2012, et la liste est longue. L'audience a eu lieu fin janvier 2016.

Cette année a aussi été l'occasion d'apporter un soutien au combat juridique que mène depuis plus de 20 ans l'ancien travailleur du nucléaire Michel Leclerc qui, après une décision scandaleuse de la Cour d'appel de Montpellier, a décidé de saisir la Cour de cassation et envisage d'aller devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Pour connaître l'ensemble de nos actions et le détail de celles-ci, consultez le Juriblog : http://www.sortirdunucleaire.org/Juriblog

Merci à toutes et à tous
pour votre action au sein du
Réseau "Sortir du nucléaire"